



DANS LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Même pas chômeurs pour la plupart, mais «femmes au foyer», comme ces milliers d'autres que le deuxième ou troisième enfant a contraintes d'arrêter le travail.

Travail-foyer : entre ces deux pôles, se bouscule toute la vie des femmes. Entre ces deux pôles, une foule de questions émerge des luttes de ces dernières années, reliant les femmes qui travaillent et celles qui «ne travaillent pas» : les femmes, pourquoi ont-elles seules la charge du ménage ? Pourquoi, quand une femme reste à la maison, dit-on qu'«elle ne travaille pas» ? Pourquoi les femmes n'auraient-elles pas le droit de choisir le moment où elles veulent un enfant, puisqu'aujourd'hui c'est possible ? Pourquoi les hommes acceptent-ils si difficilement que les femmes elles aussi aillent aux réunions, tiennent les piquets de grève, occupent les usines, négocient avec les patrons ? Pourquoi les femmes n'aurait-elle pas droit à place entière dans la société, à décider elles aussi de ce que doit être cette société ?

A ces questions diffuses, les femmes, dans leurs luttes, dans un début d'organisation, ont commencé à apporter des réponses. Questions et éléments de réponse dont il faut s'emparer pour inscrire pleinement les femmes dans le combat pour la révolution.

DOUBLE TRAVAIL, DEMI SALAIRE

1973 : A la Coframaille, chez Bousac, chez Levis, les grèves du rende-

ment secouent l'industrie, mettent les ouvrières au premier rang des luttes les plus dures.

1974 : pendant la grève des Postes, 60 % des femmes employées aux chèques font grève, dénoncent les cadences qui leur sont imposées.

Cadences

La cible de toutes ces grèves, c'est l'intensification du travail particulièrement forte les années précédentes. Phénomène d'ensemble, elle a spécialement touché les femmes, les branches dans lesquelles les femmes travaillent en plus grand nombre : parcellisation extrême des tâches dans le textile et l'électronique, mécanisation et simplification abrutissante des tâches dans les administrations. Intensification du travail d'autant plus éprouvante pour les nerfs qu'elle s'accompagne le plus souvent de conditions de travail très pénibles : entre 30 et 40°, saturation d'humidité dans les fabriques de bas BJ, crépitements des machines à coudre, des machines à écrire, sonneries incessantes des standards téléphoniques, travail à la loupe dans l'électronique. Tension nerveuse qui conduit parfois à la crise de nerfs. Tension nerveuse du rythme de travail encore renforcée par le poids de l'encadrement. L'oppression, surtout dans les usines récentes, est particulière : elle a le double visage du chef, contremaître ou «petit chef» de toute entreprise capitaliste, et de l'homme. Là se croisent et se renforcent, jusqu'à presque se confondre, l'oppression capitaliste et l'oppression masculine. Là peut jouer à plein contre la femme toute l'idéologie réactionnaire de domination de l'homme sur la femme. Exprimée sans ambages, avec menaces et gestes à l'appui, ou suscitant un climat de concurrence mesquine entre les femmes, elle flatte la soumission,

*Aujourd'hui
sur dix travailleurs
à peine trois
sont des femmes.
Massivement
les plans de chômage
ont rejeté les femmes
vers leur cuisine
et leur ménage.*

Le mouvement des femmes

humilie et divise. Insinuée par mille moyens, c'est l'idée que si la femme ne plaît pas au chef ou simplement au régleur qui s'occupe de sa machine, elle aura le poste le plus pénible, qu'elle ne pourra pas tenir longtemps.

Dénoncer ce double visage de l'oppression, révélateur de la place de la femme dans l'exploitation capitaliste et dans l'ensemble de la société, a été dans la plupart des luttes d'entreprises de ces dernières années, un premier pas dans la prise de conscience, dans l'unification des ouvrières ou des employées, une première réflexion sur le caractère général de cette division des rôles.

Car cette division du travail dans l'usine n'est, en miniature, que l'image de la division du travail dans la société.

Déqualification

Division du travail au préjudice des femmes : plus de 50 % des femmes sont classées OS ou manoeuvres. 64 % des femmes (contre 44 % des hommes) travaillent sans qualification reconnue. Et le partage se fait dès l'école, dès l'orientation professionnelle : aux filles, les CET dits «féminins» : bien connu, le CAP de «couture floue», qui, plutôt qu'à se faire embaucher comme ouvrière qualifiée dans la couture, facilite l'embauche comme OS chez Jaeger ou dans les boîtes d'électronique. Mais de plus en plus, ce sont les CAP ou Brevets Professionnels de dactylo, de commerce, d'aide-comptable qui sont les diplômes féminins par excellence. Plus largement, aux femmes, les tâches où la part «manuelle» est la plus grande ; aux hommes, les tâches de direction, de décision, de réflexion. Aux femmes, la cuisine de tous les jours, répétitive et limitée dans ses moyens, aux hommes, la «grande cuisine», celle qui demande esprit d'invention... et grands moyens. Aux femmes, les milliers de pièces qu'il faut tourner ou fraiser au dixième de millimètre, sans avoir le droit de régler seules leur machine, aux hommes le réglage et le contrôle, aux hommes, le chronométrage. Loin de diminuer, cette tendance ne fait que se renforcer depuis 20 ans avec le développement du secteur tertiaire : sur les 8 millions de femmes qui travaillent, plus d'un quart sont employées ; on les a surnommées, pour leurs tâches répétitives de clas-

sement, de frappe, de perforation «les OS du tertiaire».

Cette sélection, présente à tous les échelons de la société, est ressentie d'autant plus vivement chez les femmes du peuple qu'elle est lourde de conséquences : les salaires sont nettement inférieurs pour un même travail : 56 % de différence dans le textile, 60 % dans le cuir... En moyenne 40 % de différence chez les ouvrières, 30 % chez les employées. Différence qui est d'autant plus grave que le salaire est souvent voisin du SMIC (2/3 des travailleurs payés au SMIC sont des femmes).

Avec un tel salaire, comme la femme peut-elle être convaincue que son travail est plus avantageux pour le ménage que rester à la maison ? Souvent tous impôts et frais de nourriture déduits, il ne reste que 200 ou 300 F. Le calcul est souvent vite fait et quand l'embauche manque...

Argument bien connu des patrons en période de crise.

Travailler, c'est quand même avoir sa place dans la société

Mais les nombreuses luttes de ces dernières années contre les fermetures d'usines ont prouvé toute une résistance des travailleuses, inattendue des capitalistes, à quitter leur emploi. Pourquoi, alors précisément que les conditions de travail sont si pénibles ? Est-ce seulement parce que le deuxième salaire permet au ménage de s'en sortir un peu mieux ?

Pas seulement : toute cette résistance aux licenciements des ouvrières de Lip, de Cip-Bailleul, d'Everwear, de Romans, exprime un autre rapport au travail : travailler pour la femme, c'est avoir un statut social, s'affirmer comme producteur utile à la société et reconnu par elle. La matérialisation de cette existence dans la société, de cette reconnaissance par la société : c'est la paye. Elle est là comme un signe déjà d'indépendance, d'égalité virtuelles. Redevenir «femme au foyer», c'est briser ce lien même très mince qui les rattache au reste de la société, les insère, par le biais du travail, dans un monde où la femme en tant que travailleuse existe, indépendamment de son mari ; existence dénigrée, infériorisée mais suffisamment porteuse d'autres possibilités pour qu'on la défende. Dans le refus de se reclasser ailleurs, dans cet autre lien au travail, apparaît une profonde

aspiration à une autre organisation de la société, qui a été plus largement mise en lumière dans les luttes plus récentes, comme à Fougères : travailler, c'est travailler dans sa région, dans sa ville, ou dans sa campagne, sans avoir à s'expatrier «ailleurs». Travailler, c'est, inséparablement, «vivre au pays». Aspiration que les femmes de Lip ou de Fougères ont ressentie très profondément de par leur place dans la société : si un homme peut émigrer, peut, à Fos ou chez Peugeot, chercher le travail impossible en Auvergne ou en Bretagne, pour une femme, cette issue temporaire n'existe même pas. Si «vivre au pays» n'est plus compatible avec le fait d'y travailler, si la contradiction éclate, alors le choix est tracé d'avance : c'est le repli sur la famille, le retour inévitable à l'entretien du foyer. Que ce n'était pas inévitable, fatal, que, contre les décisions de la bourgeoisie, aussi, on peut s'opposer et vaincre, c'est ce qu'ont montré ces luttes.

Travail + foyer : double journée de travail

Retourner au foyer... En fait, pour la femme qui travaille, la charge du foyer s'ajoute aux 8, 9, 10 heures de travail extérieur et de transport : en tout, trois à quatre heures par jour (plus les week-ends) d'un travail non payé parce que non reconnu comme travail, parce que non directement productif. Du matin où il faut laisser la maison «en ordre» au soir où nourriture, nettoyage, lessive attendent, toute la journée de la travailleuse est suspendue à ce rythme épuisant. Tout, dans la société, pousse les femmes à rechercher la solution individuelle, à mettre leur ingéniosité à trouver chacune la meilleure solution personnelle pour que tout tienne, tout soit fait. A elle de se débrouiller pour obtenir du mari une aide éventuelle. En fait, laisser à la femme l'entière responsabilité de ces tâches au lieu de les répartir sur l'ensemble de la société, telle est la solution capitaliste. A cela une double raison :

* D'abord, construire suffisamment de crèches, former un personnel suffisamment nombreux et compétent, mettre à la disposition des travailleurs des laveries collectives, coûte cher. Et quand on sait que le travail des femmes est particulièrement rentable pour la bourgeoisie, on voit

Le mouvement des femmes

la réticence de celle-ci à accepter la construction de crèches gratuites, financées par les municipalités et les employeurs, ouvertes 24 heures sur 24, comme le réclament de nombreuses femmes.

* Mais surtout, aller dans le sens d'une socialisation des tâches ménagères, c'est saper l'organisation-support de l'idéologie capitaliste : la famille, comme responsable unique de la formation des enfants et de son fonctionnement, et la femme, la mère comme clé de voûte verrouillant cet ensemble. Aussi reprendre la demande apparue dans des mobilisations organisées autour des crèches, que les parents aient un droit de regard sur le fonctionnement de la crèche, participent à la vie de la crèche, est-il juste : cette demande est une aspiration à briser cette séparation entre d'un côté la famille, et principalement la mère qui apporte son enfant, «abandonne» son éducation à d'autres mains, et, de l'autre, les puéricultrices.

Double journée de travail qui, pour la femme, est un obstacle fondamental à la lutte : se réunir après le travail ? Aller à une réunion, le soir ? Même lire le journal ou un livre le soir ?... Où en trouver le temps quand l'école ferme à 6 h 30, la crèche à 7 h et que les courses restent à faire ? Mais plus encore, où trouver cette liberté d'esprit qui permettrait, quelques heures, d'échapper à la fatigue nerveuse laissée par le travail et à l'entretien jamais achevé de la maison ?

La double journée, pour la femme, est une contradiction incessante. En fait, elle pèse sur la femme autant par la fatigue physique et nerveuse qu'elle crée, que par son poids idéologique. Derrière la course pour que travail et tâches ménagères soient également accomplis, se profile l'ambiguïté de la place de la femme dans la société : est-ce, comme l'ont toujours affirmé les classes réactionnaires, parce que les femmes mettent les enfants au monde qu'elles doivent s'occuper seules de les élever, s'occuper seules de l'entretien du ménage ? Pour la femme qui travaille, la contradiction travailler/s'occuper du foyer n'est pas ressentie comme une alternative, mais comme un choix impossible, une conciliation toujours source de conflits ou de remords. L'image que la bourgeoisie donne de la femme est là, en arrière-fond, culpabilisante : si je travaille, si

je laisse à d'autres le soin d'élever mes enfants, est-ce qu'au fond je ne suis pas une «mauvaise mère» ? Et si tout n'est pas propre, aussi brillant chez moi que dans les réclames, si le dîner n'est pas prêt quand le mari rentre, s'il n'y a plus de quoi payer le loyer, ne suis-je pas responsable, et responsable aussi devant lui ? Là, une nouvelle fois, s'entrecroisent la surexploitation imposée par le capitalisme et l'oppression de l'homme sur la femme. Là, naissent, et parfois s'enveniment ces milliers de conflits qui défont la famille, rendent le foyer invivable, poussent les parents au divorce et les enfants à la fuite, à la délinquance quelquefois. Le problème des femmes battues, le problème du divorce qui, ces dernières années, ont refait surface, n'ont-ils pas souvent leur racine dans cette contradiction insoluble pour la femme, rendue d'autant plus pesante par le développement du chômage, la galopade des prix, la multiplication des saisies et des expulsions ?

Ne pas prendre en compte ces problèmes, c'est refuser tout un aspect de la vie de nombreuses femmes qui perçoivent avant tout la société par la responsabilité qu'elles ont dans la famille, cette contradiction entre l'indépendance et l'égalité formelles que leur confère leur travail et l'inégalité de fait qu'elles subissent.

La recrudescence des divorces (1 divorce sur 8 mariages) en est une conséquence. Aussi le droit de la femme à demander le divorce est-il une revendication juste. Mais lutter pour la simplification de la procédure du divorce, sa gratuité, sa réalisation par «simple consentement des époux», s'il efface les inégalités les plus flagrantes de la législation sur le divorce entre l'homme et la femme, laisse entiers les problèmes innombrables rencontrés par la femme divorcée.

LA FEMME AU FOYER : UN HORIZON FERME

Le foyer, tel est le centre, pour la bourgeoisie de la vie des femmes. Système patriarcal, système de domination de l'homme sur la femme bien antérieur au capitalisme, dans lequel le capitalisme s'est coulé, le renforçant et l'exacerbant.

Pendant des centaines d'années, le faible développement des forces productives a certes nécessité que les femmes restent principalement au foyer ; leur travail, dans le cadre du foyer, était alors en partie productif : fabrication du pain, des bougies, des vêtements.

Mais aujourd'hui, que peut signifier pour une femme rester au foyer ?

■ Rester au foyer, c'est d'abord se conformer à l'image de la femme, donnée par toute l'éducation, tous les manuels scolaires, tous les romans, toute la publicité, l'image de la femme-mère qu'ils tendent à présenter comme l'idéal, le destin naturel de la femme. Ce conditionnement de l'homme dans son rôle de centre de décision, de représentant de la force et de l'intelligence, et de la femme comme maîtresse de la maison, aide de l'homme, est inscrit au plus profond des habitudes de penser, des schémas dans lesquels nous vivons. Ce conditionnement, ces destinations, dès le départ différentes, sont imprégnés de toutes sortes de justifications religieuses, morales, psychologiques : soumission, esprit de sacrifice, manque de franchise, curiosité... tous ces défauts ou qualités qui font l'image type de la femme, sont-ils ce qui différencie l'homme de la femme ou sont-ils les réactions nécessaires de la femme devant la place qui lui est réservée ? Image encore largement présente dans le peuple et porteuse d'illusions : pour l'homme c'est l'idée que si un seul salaire pouvait suffire, si la femme pouvait rester à la maison, ce serait mieux. Pour la femme qui travaille, c'est à la fois l'aspiration et le repoussoir. L'aspiration à une vie moins épuisante. Le repoussoir, parce que c'est une vie fermée et vide.

■ Rester au foyer, c'est accomplir des heures de travail non productif : de 50 à plus de 80 heures selon le nombre d'enfants, d'un travail qui est immédiatement consommé, d'un travail toujours à recommencer. Un travail qui, pour la société *ne vaut rien*. Et la même publicité qui, par toutes sortes d'appareils ménagers, de produits blanchissants et de «re-luit-seul» déclare «libérer la femme», l'enchaîne encore plus étroitement à son ménage, en faisant de la propreté non une question d'hygiène nécessaire mais un absolu inaccessible. Aujourd'hui, malgré des moyens rapides et efficaces de faire le ménage, la lessive, le raccommodage..., les fem-

Le mouvement des femmes

mes passent autant de temps aux travaux ménagers qu'au début du siècle.

■ Rester au foyer, c'est de plus en plus, connaître cette vie toujours pleine et vide à la fois. Pleine de milliers de gestes du ménage, vide parce qu'elle n'apprend rien, elle enferme, elle mutile. Combien de femmes qui aujourd'hui travaillent, refusent seulement l'idée de rester à leur foyer parce que c'est une vie qui n'a pas de sens, repliée sur elle-même, entièrement dépendante de l'extérieur et programmée selon ses exigences.

Mais pour les femmes des cités ouvrières de Dunkerque, pour qui l'heure est celle des 4x8 du mari, quel autre choix possible ?

Briser l'isolement

Poser le problème de l'organisation des femmes qui restent à la maison, c'est tenir compte de toute cette séparation, renforcée par l'isolement des ZUP, l'absence de vie de quartier, entre l'appartement et la vie sociale, entre le souci du ménage et la réflexion sur la société, entre le «domaine des femmes» et le «domaine des hommes». Là, dans l'univers étroit et sans changement qu'est le foyer, pèse tout le poids de la nécessaire soumission.

Montrer que cela peut changer, telle est la première barrière à lever. Les expériences sont pour l'instant ponctuelles et limitées à des objectifs précis.

Par exemple, le soutien apporté par les femmes des grévistes d'Usinor-Dunkerque pendant la grève de 1975 montre, dans un cas précis, comment ces barrières ont pu commencer à être levées. Pour ces femmes, condamnées par l'alternance des postes du mari à ne connaître que les blocs de béton des cités, la grève, c'est avant tout, une paye qui n'arrive plus et des difficultés encore plus grandes. Pour elles, comment imaginer l'enfer d'acier d'Usinor, comment imaginer les causes de la grève ? Utiliser les ménagères, les inciter à pousser leur mari à reprendre le travail, semblait donc facile pour le patron. Mais l'expérience de la grève précédente, celle de 74, la conscience du rôle qu'elles y avaient joué, poussèrent un certain nombre d'entre elles à réagir et à s'organiser, à im-

poser leur participation au piquet de grève, leur intervention en tant que «femmes de grévistes» à la porte de l'usine, l'organisation d'une vente de produits agricoles en soutien à la grève. Fait remarquable : leur refus d'apparaître sous le sigle de la CFDT ou de la CGT, de même que du PCF. Refusant ces tentatives de récupération, elles exigèrent de se faire reconnaître en tant que «femmes de grévistes» soutenant la grève. Par cette expérience, les femmes d'Usinor brisaient avec le schéma traditionnel de la «femme au foyer», et s'ouvraient la voie à une compréhension beaucoup plus large et approfondie des contradictions présentes dans cette lutte, du rôle qu'elles pouvaient jouer, des obstacles matériels, mais surtout politiques et idéologiques qu'elles devaient affronter. Très positive par son contenu et son impact, cette initiative des femmes d'Usinor fut cependant limitée par son rôle secondaire par rapport à la grève elle-même.

L'OPPRESSION SPECIFIQUE DES FEMMES RENFORCEE PAR LE CAPITALISME

Quel est donc dans notre société, le rôle dévolu aux femmes ? Travailleuses, elles ne sont pas considérées comme travailleuses à part entière. Femmes au foyer, elles n'ont droit ni à l'indépendance, ni aux moyens de cette indépendance. Situation qui n'est pas un hasard : le rôle dévolu aux femmes par la bourgeoisie, le rôle auquel la femme devrait se conformer est double : c'est celui d'objet sexuel et de machine à reproduire. Double image de la femme, que, de plus en plus massivement, les femmes refusent.

Un rôle double dans la société bourgeoise

Car si l'oppression de la femme est liée à sa surexploitation, elle en est aussi, par certains aspects, totalement distincte.

Cette oppression particulière, spécifique est conséquence de la première division du travail, celle entre l'homme et le femme, entre la mise au monde des enfants et la nécessité de sortir du foyer, de travailler à l'extérieur, pour les nourrir. Tâches d'exécution, centrées sur l'éducation et l'entretien du foyer pour la femme, responsabilité de direction de la cellule familiale pour l'homme, et de par sa connaissance des problèmes extérieurs au foyer, participation naturelle à la vie sociale, réflexion sur l'orientation de la société. L'histoire de la société depuis qu'elle est divisée en classes a fait de la puissance et de la capacité de domination, les critères de référence pour l'homme : il est le pivot, le centre. La femme, elle, n'existe que relativement à lui ; l'image qu'en donne la société, c'est essentiellement celle forgée par des siècles de domination masculine au sein de la société de classes : image d'une femme pour l'homme, oscillant entre deux pôles :

● La femme objet sexuel, femme qui doit plaire à l'homme, le séduire ; femme qui, à la limite est corruptrice et donc dangereuse pour l'homme ; femme qui tend à être réduite à son corps et à tout l'appareil (mode, produits de beauté) destiné à lui faire mieux jouer son rôle. Image extrême, c'est la prostituée qui est contrainte de vendre son corps, qui précisément est contrainte de jouer ce rôle pour vivre.

● L'autre rôle de la femme, c'est celui de la mère productrice d'enfants, dévouée à ses enfants jusqu'au sacrifice.

Ces deux images de la femme, perpétuées par la religion et la littérature ont été renforcées par le capitalisme : avec le développement et la reconnaissance par la loi de la seule propriété privée, les rapports entre l'homme et la femme au sein de la famille et dans la société ont eux aussi été marqués de plus en plus en termes de propriété, en termes de possession et de domination, en termes de violence.

Avec la domination de classe bourgeoise, s'accroissait ainsi le poids de la domination masculine.

Mais, en même temps, avec le développement du capitalisme, se constituaient les bases de l'émancipation des femmes : entrée massive dans la production avec la révolution industrielle du XIX^e siècle, instruction primaire puis supérieure ouverte



Le mouvement des femmes

aux femmes, invention d'appareils ménagers, découverte de moyens scientifiques permettant de contrôler les naissances, reconnaissance par la loi de l'égalité des hommes et des femmes dans le travail, dans le droit de vote.

Ainsi les deux contradictions (bourgeoisie/prolétariat et homme/femme) se développent-elles non selon des processus distincts mais étroitement liés.

Ainsi, le développement des contradictions de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat rend-il la domination de l'homme plus absurde et dépassée, fait-il de l'émancipation de la femme une exigence largement et fortement affirmée.

Exigence d'autant plus claire que le développement de la lutte de classes trace la perspective du renversement de la domination de classe et la perspective du socialisme : ainsi apparaît le cadre dans lequel l'émancipation de la femme pourra se poursuivre.

Une oppression renforcée par la bourgeoisie

Aujourd'hui, être femme, c'est nécessairement s'affronter à ce double rôle renforcé par la bourgeoisie. Rôle, qui, aujourd'hui, est porteur de toute la crise de la bourgeoisie, de son incapacité à proposer un modèle idéologique positif. L'utilisation massive de la sexualité, l'étalage de la pornographie sont, pour la femme, source d'une oppression diffuse : impossibilité de sortir seule sans se faire regarder ou accoster, peur de l'agression et du viol.

A cette oppression spécifique, quelles réponses les femmes apportent-elles ? Pour certaines c'est la tendance au repli sur soi ; pour d'autres, il s'agit de se réunir avec d'autres femmes, de combattre cette oppression en inscrivant leur lutte dans l'ensemble de la lutte de classe, de faire des femmes une force de la révolution socialiste.

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT DES FEMMES : PRENDRE EN COMPTE LEUR OPPRESSION SPECIFIQUE

C'est le caractère de plus en plus visible et révoltant de cette oppression qui est à la racine de l'actuel mouvement des femmes.

Dans les débats de mai 68, remettant en cause en particulier les aspects idéologiques de la domination bourgeoise, que naît en fait ce mouvement. Dès le départ, ce mouvement avait l'ambition de combler un vide, la non prise en charge par les révisionnistes de l'oppression spécifique des femmes. Il est ainsi amené, d'emblée, à poser la question de son autonomie.

Mais la base de classe petite-bourgeoise du mouvement donna à cette autonomie un contenu essentiellement sexiste : cette conception ne voit que la contradiction homme-femme et nie la lutte de classes. La période 68-73 est une période où le mouvement cherche à être reconnu en tant que tel, à être une réalité avec laquelle il faut compter. 1973-74, peut être considéré comme l'apogée de ce mouvement, mais le problème posé est alors celui de ses perspectives : il s'agit de construire son lien avec la lutte de classes.

A partir de 74, avec l'ouverture de la crise politique, les données du mouvement se modifient : une clarification du mouvement s'impose petit à petit. Les femmes de la classe ouvrière et proches de la classe ouvrière interviennent de plus en plus dans ce mouvement. De cette époque, date le recul des points de vue sexistes et l'émergence dans le mouvement des points de vue de la classe ouvrière.

Il est difficile aujourd'hui de parler de «mouvement de femmes» si on ne peut pas réduire ce mouvement à l'ensemble des groupes ; il s'agit avant tout d'un courant de réflexion et de luttes dont la diversité est issue à la fois de la maturation et des contradictions qui le traversent, qui se fondent largement sur sa base de classe.

En réaction contre la position révisionniste

Se dégageant peu à peu au début du siècle de l'idée que le «rôle social de la femme est de nourrir et d'élever ses enfants, de même que le rôle du mâle est de pourvoir à l'entretien de la famille». (La voix du peuple - journal de la CGT - 1902), le mouvement ouvrier reconnaît progressivement le droit de la femme au travail, et à la syndicalisation. Mais le rôle dévolu à la femme dans notre société, et en particulier le rôle de la famille ne sont dénoncés que par quelques voix isolées. Avec la transformation du PC en parti révisionniste, s'affirme de plus en plus nettement l'idée que la situation des femmes comme le reste, n'est qu'affaire de réformes : davantage de crèches, davantage de congés pour soigner les enfants etc... Il ne s'agit donc, aujourd'hui pour les révisionnistes que d'aménager la double journée de travail de la femme de la rendre plus vivable et non de la remettre en question.

Le comportement des révisionnistes face au problème des femmes est un fondement essentiel à la constitution du mouvement des femmes.

Du MLF sexiste...

Après les premières divergences débattues, dans les années 60, au sein du Mouvement Démocratique des Femmes, lié à la SFIO, c'est avec mai 68 que la «libération des femmes» devient un thème de regroupement. Fondé en 1969, le MLF (Mouvement de Libération de la Femme) pose ainsi, largement et avec éclat, le problème du rôle de la femme dans notre société, la nécessité pour elle, d'engager la lutte contre son oppression. Mais la base de classe bourgeoise et moyenne bourgeoise de ce mouvement, la forme outrancière de ses manifestations et de ses mots d'ordre (dont la presse se fit un large écho), sa confusion politique, ne pouvaient que détourner les femmes du peuple. Cependant, le problème posé était, à l'intérieur-même du MLF, l'objet d'après débats : était-ce, comme l'affirmait alors la direction du MLF, sous prétexte qu'il y a oppression de la femme, l'homme, l'ennemi principal de la femme ? Est-ce que la contradic-

Le mouvement des femmes

tion homme-femme est la seule contradiction ou bien la lutte de classes existe-t-elle, et, dans ce cas, quelle place ces deux contradictions occupent-elles ?

... A l'apparition de la «tendance lutte de classes»

C'était là, la première clarification, la première démarcation : contre la tendance «sexiste» qui dominait dans le MLF, s'affirmait un courant qui s'intitulait lui-même «courant lutte de classes». Cette importante ligne de démarcation entre «courant sexiste» et «courant lutte de classes», entre les femmes qui nient la lutte des classes et ne voient dans la société que la contradiction homme-femme, et les femmes qui cherchent à articuler ces deux contradictions, entraîne une inégalité dans le développement des groupes et une grande diversité de positions.

Démarcation au départ plus théorique que pratique, qui souligne un aspect du mouvement des femmes : réfléchir, essayer de cerner par les mots ce qui est vécu comme une révolte individuelle, «mettre en commun son vécu», c'est une dimension importante des groupes-femmes. Pour certains, comme les «groupes de conscience» ou les «Pétroleuses» qui se sont dissoutes en 75, c'était même le seul justificatif à l'existence d'organisations féministes. Dépasser ce pur stade du «vécu», du ressassement entre femmes des problèmes communs, engageait une deuxième démarcation : il s'agissait d'agir, de faire sortir les groupes-femmes des facultés, de leur recrutement exclusivement étudiant.

Le maillon saisi pour avancer dans ce sens fut celui du droit à l'avortement.

Le MLAC : un début de liaison aux masses populaires

L'intense mobilisation (de la petite bourgeoisie essentiellement, au départ) organisée autour du procès de Marie-Claire inculpée d'avortement illégal (procès de Bobigny) en 1971, la publication du Manifeste des 343 (343 femmes qui déclarent avoir avorté), l'écho que ce procès et l'acquittement suscitérent parmi les femmes du peuple, ne sont pas fortuits.

● Avortement et contraception : un problème réel pour les femmes du peuple.

Avoir les enfants qu'on a souhaités, avoir les enfants qu'on peut élever, c'est là une aspiration très profonde dans le peuple, et particulièrement chez les femmes. Elle est l'affirmation de la femme à n'être pas qu'une «faiseuse d'enfants», à ne pas être enchaînée à son corps, le refus d'une «fatalité» que les progrès scientifiques ont rendue ouvertement réactionnaire.

Mais pour la femme du peuple, le choix n'existe pas : avoir un enfant qu'on n'a pas souhaité, qu'on ne peut pas élever, c'est s'enfoncer dans des difficultés angoissantes : l'appartement trop petit dont il coûterait trop cher de déménager, les fins de mois encore plus étroites, les travaux ménagers toujours plus lourds, plus longs, l'énerverment du bruit et des conflits, la hantise de la mise en tutelle d'un ou plusieurs enfants. Charge plus traumatisante encore pour la femme seule : pour elle, travailler et s'occuper de son enfant, seule, devient une gageure : impossibilité de respecter les horaires de l'emploi ou refus d'embaucher une femme seule avec un enfant, impossibilité de trouver une chambre pour elle et son enfant, ou de payer un studio, impossibilité de payer une nourrice..., sur la fille-mère, pèse tout le poids de la réprobation, de la morale bourgeoise et religieuse, le poids de sa «faute» qu'on prend bien soin de souligner à la moindre de ses demandes. Culpabilisée, angoissée, sans ressources, elle n'a souvent plus qu'à accepter l'exploitation et l'embrigadement des «foyers féminins»... Ou alors, tant qu'il est temps, avorter. Avorter, en 1971, c'est nécessairement le faire clandestinement : avoir recours, pour très cher, à une «faiseuse d'anges» ou se débrouiller soi-même au prix de sa santé et même de sa vie.

Revendiquer le droit à l'avortement gratuit, revendiquer le droit à l'information large sur la contraception, c'est refuser tout cet esclavage de la femme qui pèse si lourdement sur les femmes du peuple.

● La lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception : une lutte populaire.

Aussi la lutte pour l'avortement et la contraception a-t-elle puissamment contribué à développer le mouve-

ment des femmes, à le clarifier. Pour prendre en charge cet axe de travail, des femmes du MLF fondent en avril 1973 le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et la Contraception). Des groupes de quartier, animés par des étudiantes, des lycéennes, ou des employées (travaillant souvent dans la santé), engagent un travail de popularisation des luttes, d'information sur la contraception, et, ce qui leur donne un large écho, une pratique d'avortements gratuits, au moyen d'une méthode nouvellement introduite en France, la méthode d'aspiration dite «méthode Karman» : leur but immédiat est l'abrogation de la loi 1920 interdisant les avortements.

Ces groupes sont, pour les femmes du peuple qui viennent s'adresser à eux, une preuve que la «fatalité» peut être combattue, un début de prise de confiance en soi. Mais si ces groupes MLAC rassemblent pour quelques réunions consécutives plusieurs ménagères ou travailleuses, celles-ci ne viennent là assez souvent que le temps que leur problème immédiat soit résolu ; l'angoisse de ne pas pouvoir se faire avorter, l'obsession de l'avortement, lorsque la femme a décidé de ne pas garder son enfant, l'affirmation abstraite par les groupes de la «lutte de classes», freinent ou bloquent toute discussion réelle et plus approfondie sur le problème des femmes, sur leur place dans la société, sur les possibilités de transformation. Aussi ces groupes du MLAC, bien que disséminés dans beaucoup de villes de France, et travaillant souvent en direction des quartiers populaires, sont-ils trop souvent des lieux de passage, des structures peu stables. Le manque de perspective politique d'ensemble, la difficulté à prendre en charge les avortements et toute l'action des groupes par les femmes des quartiers elles-mêmes, amènent ainsi de nombreux groupes au déclin, au repli ou à la remise en cause de leur action : pratiquer des avortements, n'est-ce pas, au fond, combler les lacunes du système sanitaire, n'est-ce pas «gérer la pénurie» ?

C'est donc à des groupes MLAC déjà affaiblis que le vote de la loi Veil en 1975 autorisant l'avortement, pose la nécessité de s'adapter à la nouvelle situation.

Les luttes des années 71-74 autour de l'avortement ont eu une profonde répercussion sur l'évolution du mouvement des femmes : d'abord se précipite le déclin de la tendance «sexiste»



qui tend à se regrouper autour de «Psychanalyse et politique» et de la «Librairie des Femmes» ; parallèlement, le courant «lutte de classes» en sort renforcé par son audience, ses victoires. S'affirme de plus en plus largement la nécessité que le mouvement des femmes ait des bases réellement populaires.

LE MOUVEMENT S'IMPLANTE CHEZ LES EMPLOYEES

Là se situe la deuxième grande démarcation. Avec les grandes grèves des employées des Chèques, des Banques, des Assurances de l'année 74, apparaissent, essentiellement sur la Région Parisienne, toute une série de «groupes-femmes» d'entreprises.

A partir des grèves de 1974

Ces groupes naissent non pas dans la lutte elle-même, mais comme conséquence de la lutte. Pourquoi ? Parce que la grève, les formes d'action mises en place, les problèmes rencontrés par les femmes dans ces grèves ont servi de révélateur. L'exemple des employées du Crédit Lyonnais dont le «groupe-femmes» existe maintenant depuis trois ans est significatif des problèmes qui ont conduit à la création de ce groupe :

• D'abord, la participation des femmes à la grève s'était généralement cantonnée dans des tâches d'exécution (frappe des tracts ; confection des banderoles), tandis que c'était, pour une grande part, les hommes, bien que moins nombreux mais en général membres et dirigeants des syndicats, qui prenaient les décisions au sein du comité de grève et se chargeaient des négociations.

• D'autre part, et c'est une première cause de ce partage des tâches, les femmes «ressentaient beaucoup de difficultés à prendre la parole». Là aussi, le problème est réel et commun à toutes les luttes où les femmes sont à l'avant-garde ; les ouvrières de Lip, qui ont joué un si

grand rôle dans la popularisation de leur lutte de 73, ont particulièrement souligné cet obstacle. Prendre la parole en public, soutenir une idée, l'argumenter, la défendre contre un contradicteur est à l'opposé des tâches pour lesquelles les femmes ont été formées. L'obstacle à franchir est d'autant plus grand si le contradicteur a pour lui l'assurance que lui donne sa formation politique ou syndicale et est au fond satisfait de ce partage des rôles.

• Enfin, troisième constatation qui amène à la constitution du «groupe-femmes» : aucune des revendications de la grève, bien que lancée par un service de mécanographes, ne posait le problème des femmes.

Après la constitution, à la fin de la grève, d'une «commission-femmes» CFDT mais ouverte à tous, les mêmes employées formèrent, en plus de cette commission, un «groupe-femmes». Les deux coexistent toujours au Crédit Lyonnais, de même que dans de nombreuses autres entreprises (hôpitaux, et la plupart des services des ministères).

La constitution de ces groupes et, dans des cas particuliers, de seules «commissions femmes», dans les grandes concentrations d'employées de la Région Parisienne a profondément modifié la base de classe du mouvement, l'a renforcé et a contribué à clarifier ses perspectives.

Une grande diversité

Aujourd'hui, comment se caractérise le mouvement des femmes ? D'abord, il se caractérise par sa concentration sur Paris et par une grande atomisation : une trentaine de groupes d'entreprises, autant de groupes de quartier coexistent sans qu'une coordination régulière les relie entre eux. Les coordinations qui existent rassemblent une partie seulement des groupes et ne se tiennent qu'à l'occasion de positions d'ensemble à prendre, comme l'attitude à avoir le 1^{er} mai, etc. Sur un même quartier, peuvent exister plusieurs groupes (7 dans le XIII^e arrondissement : 2 groupes quartiers, 1 groupe divorce, les groupes des lycées, et ceux des hôpitaux). Cette atomisation et la faiblesse des liens ou leur absence sont un handicap très lourd dans la clarification du mouvement : il n'y a le plus souvent qu'une connaissance du seul secteur de tra-

vail et il n'existe pas de vision d'ensemble du mouvement. En découle la difficulté de ces groupes à analyser les divergences qui les séparent : une première division correspond à l'origine politique des militantes qui animent ces groupes : ainsi, les groupes «Femmes en lutte, femmes travailleuses en lutte» impulsés par l'OCT se coordonnent entre eux ; d'autres, animés par les anciennes «pétroleuses» sont plus proches de la Ligue trotskyste. Enfin, la plupart de ces groupes se disent soit «unitaires» soit «totalement autonomes des partis et des syndicats».

Au-delà de ces divergences d'étiquette, une affirmation générale de ces groupes à se situer dans «l'extrême-gauche» et pour le socialisme. Autour de quels grands thèmes s'organisent ces groupes ? Quel travail engageant-ils ?

UN DEBUT DE CLARIFICATION

Etre de la «tendance lutte de classes»

Etre de «la tendance lutte de classes», que signifie cette affirmation ? Comment les «groupes-femmes» voient-ils l'articulation des deux contradictions où la femme est impliquée, la contradiction qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat, la contradiction qui oppose l'homme et la femme ? Laquelle est principale ? Comment intégrer la lutte contre l'oppression de la femme dans la lutte pour le socialisme ? Problème non résolu, et qui, en général, reste au niveau de l'affirmation : «On est pour la lutte de classes», on reconnaît son existence, sans que le problème de l'articulation des deux contradictions soit consciemment posé. Là où il est posé, comme au Crédit Lyonnais, il aboutit à la juxtaposition électorale des deux contradictions : «Il faut lutter à la fois contre le patriarcat et contre le capitalisme, les deux» ; «On lutte sur les deux fronts, conjointement, on ne met pas l'un avant l'autre». Position encore floue, comme est floue la conception des classes elles-mêmes : quelle est la place des cadres féminins ? Est-ce comme semblent le dire certaines, le fait d'être femme qui prime, qui réu-

nit en pointillé toutes les femmes ? Et si «toutes les femmes ne sont pas sœurs», comment estimer, pour chacune d'elles, le poids respectif de l'oppression capitaliste et de l'oppression patriarcale ?

Bien qu'encore floue, la nécessité de lutter sur les deux fronts est cependant, dans sa simple affirmation, une revendication importante et prouve la volonté de sortir des deux tendances symétriques, et fausses qui ont existé jusque-là : la tendance économiste du PC et de la CGT et la tendance sexiste du MLF. Les groupes femmes d'entreprise, en affirmant la nécessité des deux formes de lutte, tracent la voie à une claire démarcation.

Dans les entreprises : «commissions femmes» et «groupes-femmes»

Cette affirmation des deux formes de lutte, comment la faire passer dans la pratique ? Selon qu'ils travaillent sur une entreprise ou un quartier, les groupes sont affrontés à des problèmes différents.

C'est cette nécessité d'agir et la limite des moyens d'action des «groupes-femmes» au sein des entreprises (interdiction de diffuser des tracts à l'intérieur, pas de lieu de réunion) qui ont obligé la plupart des «groupes-femmes» à se doter d'une double structure : le «groupe-femmes» et la commission syndicale. Si les participants sont le plus souvent les mêmes, le rôle attribué aux deux par les militantes du mouvement des femmes est différent : le rôle de la commission syndicale est avant tout d'obliger le syndicat à tenir compte, dans ses revendications, dans ses actions, du problème des femmes. Ce rôle est important :

• D'une part, la forte syndicalisation des femmes qui se disent membres du «mouvement des femmes» a obligé les directions syndicales à se préoccuper tactiquement du problème. Ainsi, l'évolution récente de la CGT est manifeste ; au dernier congrès des fonctionnaires CGT, tenu en mai de cette année, le seul problème débattu a été celui de l'existence des groupes-femmes, de la nécessité de les reconnaître, de tenir compte des problèmes qu'ils posent. La Confédération a même, il y a peu, lancé le mot d'ordre de créer des

«commissions-femmes». Leur rôle de récupération est clair.

• Importante, la commission syndicale l'est aussi parce qu'elle est le lieu d'affrontement direct avec la ligne impulsée par les directions syndicales ; là, se fait l'expérience quotidienne de cette ligne : reconnaissance formelle des problèmes des femmes dans la CFDT, mais actions et décisions toujours repoussées en fin d'ordre du jour, et sans lendemain ; pourtant, la plupart des commissions-femmes dépendent de la CFDT, d'une part, à cause du nombre important de femmes syndiquées à la CFDT, aussi à cause de cette reconnaissance formelle et de la plus grande ouverture apparente de la CFDT. Dans la CGT, créer une commission syndicale et la maintenir est très rare et l'affrontement est quotidien : refus de prêter des salles de réunion, refus d'organiser dans le cadre du Comité d'Entreprise, des permanences sur l'avortement et la contraception.

Le «groupe-femmes» : un instrument de lutte aujourd'hui

Le «groupe-femmes», lui, est défini essentiellement, et par tous les groupes, comme «groupe de pression par rapport aux syndicats et aux partis politiques», qu'«aucune autre structure ne peut remplacer».

Comment est justifiée cette nécessité ?

Les raisons dégagées par les «groupes-femmes», sans être exactement les mêmes pour tous, sont cependant centrées autour des points suivants :

• Puisque l'oppression spécifique des femmes existe, seules les femmes peuvent en faire l'analyse et en chercher les solutions. Donc les femmes doivent créer une structure, fermée aux hommes, où elles puissent se retrouver entre elles pour en discuter.

• Non prises en charge par les directions syndicales et les partis qui se disent de gauche, ces revendications doivent nécessairement être impulsées par une autre organisation : un «mouvement de femmes», «autonome des partis et des syndicats».

• Plus encore, l'ensemble des syn-

dicats et des partis politiques existants sont des structures «dominées par les hommes», «créées par les hommes», «où la femme devenue dirigeante a dû se mouler dans un cadre fait par et pour les hommes, et a donc dû nécessairement modeler son comportement sur celui des hommes». Refuser une organisation autonome des femmes, c'est donc, d'après ces groupes, mettre «opprimées» et «opresseurs» dans le même sac ; «cela ne se fait pas pour les ouvriers et les patrons, pourquoi le ferait-on pour les hommes et les femmes ?»

• Enfin, et c'est pour certains groupes, le point essentiel, les femmes ont besoin de se réunir entre elles, de «mettre en commun leur vécu» pour comprendre que leur problème n'est pas individuel mais collectif. Et seul un groupe non-mixte peut permettre aux femmes d'oser s'exprimer.

Ces justifications reposent, pour une part, sur des réalités : la difficulté souvent réelle des femmes à s'exprimer, l'affrontement violent, le 4^{er} mai 76, avec le service d'ordre de la CGT pour imposer la présence du «mouvement des femmes» au sein de la manifestation syndicale, le nombre proportionnellement plus important de travailleurs-hommes syndiqués, membres d'un parti ou dirigeants de ceux-ci, le poids réel de l'idéologie patriarcale sur les hommes, y compris dans la classe ouvrière.

■ Cependant, les justifications ainsi données à la nécessité d'un «mouvement autonome des femmes» soulèvent de nombreuses interrogations. D'abord sur le statut de ce mouvement : s'il est autonome et ne regroupe que des femmes, est-il alors en quelque sorte, un «parti féminin» ?

Ce problème est nettement posé par «Femmes en lutte» qui affirme : «Il faut construire le mouvement des femmes dans la lutte des classes et non à côté». La participation du groupe-femmes du 18^e au comité de chômeurs du quartier va dans le sens de la résolution du problème. Ainsi, les femmes du comité de chômeurs ont réfléchi : comment faire participer les femmes, massivement touchées par les licenciements, à la lutte contre le chômage : la revendication d'une halte-garderie ouverte à l'ANPE a été avancée. De même, la nécessité affirmée par

Le mouvement des femmes

«Femmes en Lutte» de *«lier les aspects oppression et exploitation dans les interventions»* pour *«éviter de ne parler que de l'une ou de l'autre»*, de *«rompre avec la façon petite-bourgeoise de poser les problèmes idéologiques, de façon à ce que la classe ouvrière puisse s'appropriier ces problèmes»*, dégage une vision plus claire de l'articulation des deux contradictions : c'est la lutte des classes qui joue le rôle moteur, la contradiction qui oppose les hommes et les femmes lui est subordonnée. On ne peut donc pas mettre sur le même plan *«l'oppression capitaliste»* et *«l'oppression patriarcale»* et tirer d'un semblant d'analogie la nécessité d'une organisation autonome de femmes, comme il est nécessaire de construire un parti de la classe ouvrière fermé aux exploités. La perspective ainsi tracée par *«la frange la plus conséquente du mouvement»* c'est donc de *«situer le mouvement sous la direction de la classe ouvrière»* : c'est là une démarcation importante par rapport aux groupes qui affirment que la direction du mouvement des femmes appartient aux femmes sans indiquer précisément comment les femmes peuvent s'inscrire dans la lutte de classes.

Ainsi, si les groupes-femmes existent aujourd'hui, et aspirent à passer à un stade supérieur d'organisation, c'est surtout parce qu'ils posent des problèmes que, ni révisionnistes, ni réformistes, ne peuvent régler justement. La force du mouvement des femmes, tel qu'il existe aujourd'hui, c'est d'affirmer l'existence de ces problèmes et la nécessité de les résoudre.

Dans les groupes de quartier

Pour les groupes de quartier, les axes de travail sont très divers : le plus souvent, la division du groupe en «commissions» permet de mener plusieurs activités de front : travail de sensibilisation par tracts ou permanences sur la place de la femme dans la société, sur l'image qu'en donne la presse, préparation d'actions en vue des moments forts de l'année (8 mars, 1^{er} mai, fête des mères, rentrée scolaire, Noël) mais

qui restent centrés sur les problèmes spécifiques des femmes. La prise en main du problème des crèches en particulier, a permis que s'engage, surtout dans les quartiers Sud de Paris, un travail plus régulier : interventions sur plusieurs crèches et cités pour dénoncer les conséquences de la loi Veil sur les crèches : surcharge des crèches, remplacement progressif de celles-ci par les «crèches familiales» (une «nourrice» prend en charge, chez elle, plusieurs enfants), tentative de diviser les parents et le personnel des crèches. Les groupes «Femmes en Lutte» du XIV^e arrondissement et du XIII^e sont aussi intervenus pour soutenir les employées d'un supermarché lors de leur grève, l'an dernier.

Examinons de plus près deux axes d'intervention qui ces deux dernières années, ont, chacun à leur manière, constitué des moments forts de l'activité des groupes : la lutte contre le viol et la poursuite de la lutte pour l'avortement et la contraception.

● Contre le viol et les violences subies par les femmes, quelles luttes ?

Forme extrême de la domination de l'homme sur la femme, expression brutale et ouverte de toute une agressivité entretenue par la bourgeoisie, le viol se manifeste en fait de façon diffuse et insidieuse dans toutes les relations sociales. Problème qui n'est en fait pas limité à quelques affaires, soumises à la justice et dont certaine presse fait ses délices. Il y a tous les cas que la bourgeoisie préfère cacher, par peur d'étaler sa propre pourriture. Il y a tous ces passe-droits, que la bourgeoisie justifie d'un sourire complaisant car elle en est la principale bénéficiaire : ce droit du patron sur ses secrétaires, ce droit du chef sur ses employées, ce «droit de cuissage» qui, s'il n'est nul part écrit, marque de son chantage à la promotion ou au meilleur salaire, quand ce n'est pas au renvoi, les bureaux et les usines. Enfin, bien souvent, c'est la vie sans loisir et sans perspective, l'abandon à eux-mêmes des jeunes des cités ouvrières qui poussent certains d'entre eux au viol.

Ainsi le viol, s'il porte parfois une marque de classe nette, est souvent, au fond, une contradiction au sein du peuple.

C'est la plainte déposée, en août 74, par deux jeunes campeuses, violées près de Marseille, puis l'affaire Azuelos (un jeune homme jugé pour avoir blessé le patron de sa fiancée qu'il avait violée), qui suscitent dans les mois suivants une large campagne de dénonciation du viol par les groupes-femmes. Immédiatement, le problème se pose : est-il juste de porter l'affaire en justice ? Au procès de Marseille, loin que les groupes-femmes puissent intervenir, comme ils le voulaient, les juges évaluent à plaisir les détails, placent les femmes non en accusatrices, mais en accusées : accusées, c'est à elles de faire la preuve qu'elles n'ont en rien favorisé l'agression, qu'elles n'ont, à aucun moment, cessé de s'y opposer. Procès absurdes et révoltants, dont les agresseurs se tirent le plus souvent à peu de frais. Faut-il alors réclamer des peines exemplaires, que les viols soient jugés non en correctionnelle comme ils le sont, mais en Assises ? A propos de l'affaire Azuelos, le débat divise les groupes : d'un côté, ceux qui, comme les Pétreoleuses, mettent au premier plan de la lutte, la modification de la loi pour que les peines soient plus fortes, pour que *«la société masculine se juge elle-même»* ; de l'autre, ceux qui leur reprochent de s'en remettre à la justice bourgeoise, de cautionner au fond la *«campagne pour la sécurité»*, d'accréditer l'idée que la répression policière et son renforcement sont une solution.

L'exemple des luttes menées en Italie permettait à ces groupes d'envisager d'autres perspectives que porter l'affaire devant une justice bourgeoise qui n'est que dérision, et bien souvent complice : que les femmes s'organisent pour dénoncer collectivement, à chaque cas, l'homme responsable, devant la population du quartier ou de la ville. Récemment, en avril 77, c'est ainsi que 15 000 femmes ont défilé à Rome contre le viol de Claudia Caputi par des fascistes, qu'à Milan, en mars, 400 femmes et lycéennes ont fait comparaître devant leur tribunal improvisé à l'in-

térieur du lycée, l'agresseur d'une d'entre elles, une lycéenne. Aller dans le sens des dénonciations collectives, c'est poser le problème devant les masses, montrer que par une défense collective, les femmes peuvent avoir plus de force, peuvent prendre conscience de la nécessité de s'organiser.

● Poursuivre la lutte pour l'avortement et la contraception.

C'est l'axe de travail le plus largement développé par les groupes-femmes. Le déclin du MLAC, réduit à un groupe sur Paris et de rares groupes de province, l'abandon de la pratique des avortements (sauf à Aix) suite au vote de la loi ont changé les données de la lutte. Au déclin du MLAC répondait l'implantation et la clarification des groupes-femmes d'entreprises et de quartier, la pénétration du Planning Familial dans les entreprises pour y tenir des permanences, diriger les femmes sur les hôpitaux ou les médecins, les renseigner sur la contraception. Aujourd'hui, deux ans après le vote de la loi, un début de bilan est tracé : c'est l'incapacité de la loi à résoudre le problème de l'avortement. En 1974, les avortements clandestins étaient estimés à 800 000. Légèrement, en 1975, il y a eu 45 000 avortements. Pourquoi ? D'abord, parce que la loi est de moins en moins appliquée : à Paris, sur 526 demandes reçues par le Planning Familial en quatre semaines, six seulement ont été acceptés par un hôpital. Pratiquement, il n'y avait guère à Paris, ces derniers mois pour le secteur public, que l'hôpital St Louis, la clinique des Lilas, l'hôpital Rothschild, Beaujon, qui acceptaient favorablement les demandes d'avortement.

Ainsi, près de 99% des avortements étaient effectués par les cliniques privées ou chez des médecins : évidemment, le coût (de toute façon non remboursé), de 450 F d'après la loi, passait vite à 700 F, voire 1 000 F. Inefficace, la loi l'est aussi par toutes les barrières qu'elle dresse devant la femme, le « jeu de l'oie », comme l'ont appelé certains groupes : d'abord, sont exclues du droit à l'avortement les mineures et les

immigrées ; ensuite, le délai de six semaines maximum entre le début de grossesse et l'avortement est bien court quand la femme est contrainte de recourir à de multiples analyses, de passer de médecin de quartier en consultation d'hôpital et d'assistante sociale en psychologue, tous ces délais devant officiellement la faire réfléchir et revenir sur sa décision... Dans les faits, c'est bien souvent plus de six semaines qui sont mises par les différents services à se renvoyer les femmes. Coup de pouce qui arrange bien certains médecins ou patrons d'hôpitaux réactionnaires qui ont alors bon compte d'accuser le manque de personnel et de structures hospitalières.

Après ce constat d'inefficacité de la loi, quelle lutte mener ? Le débat est actuellement engagé dans les groupes-femmes et dans le MLAC afin de relancer la lutte pour l'abrogation définitive de la loi (et non seulement jusqu'en 1980). Deux propositions sont en présence :

- Reprendre la pratique d'avortements, comme en 1973, en dehors des hôpitaux : le but serait alors de faire prendre en charge avortement et information sur la contraception par les groupes-femmes et plus largement par les femmes de quartier elles-mêmes. Renforçant ce projet, l'idée de briser le rapport de domination par le savoir dont est porteuse la médecine bourgeoise, l'idée de montrer que d'autres rapports sociaux sont possibles. C'est une telle conception qui anime le groupe-femmes du XIX^e arrondissement, le seul, à part celui d'Aix, à avoir repris les avortements.

- L'autre conception consiste à insister sur la différence de situation entre 73 et aujourd'hui, entre la période d'avant la loi Veil et celle où cette loi existe, même peu appliquée. Dans cette perspective, l'essentiel est donc de se servir de cette loi pour la dépasser : obtenir, par l'action commune des femmes et des sections syndicales des hôpitaux, l'ouverture de « centres d'orthogénie » comme la loi en prévoit. Certains de ces centres qui ne devraient pas s'occuper que d'avor-

tements, mais aussi d'information, de diffusion de contraceptifs, etc, sont actuellement en projet ou en cours d'ouverture : au ministère de l'Équipement, après une lutte menée, fin 76, par la section syndicale CFDT et le groupe-femmes, l'ouverture d'un centre d'orthogénie a été acceptée. La lutte se poursuit pour que ce soient effectivement les travailleurs qui en aient le contrôle. De même, l'action conjointe des groupes-femmes du XIII^e arrondissement et de la CFDT, a permis d'obtenir l'accord pour la création d'un tel centre sur l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Reprise des avortements ou création de centres d'orthogénie, le mouvement des femmes, par ces propositions, refuse d'en rester plus longtemps à la défensive où l'avait repoussé la loi.

PAS DE LIBÉRATION DES FEMMES SANS SOCIALISME

Le point sur lequel se marque le plus clairement l'avancée du mouvement des femmes est l'affirmation de leur lutte comme partie intégrante de la lutte pour le socialisme et de l'édification de celui-ci. L'aspiration à une transformation profonde de la société apparaît dans la plupart des luttes qu'ont menées les groupes-femmes : « *Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes* ». Par ce mot d'ordre, affirmé avec force dans les manifestations récentes, les groupes-femmes traduisent cette aspiration qui marque les luttes de tous les travailleurs : refus d'une société où seuls les maîtres de l'État et des usines changeraient, refus de croire que quelques augmentations de salaire ou crèches de plus modifieraient en profondeur la vie des travailleurs. Les femmes, avec tous les travailleurs, et de manière plus aiguë, parce qu'elles y ont doublement intérêt — en tant que travailleuses, et en tant que femmes — expriment à travers cette aspiration la nécessité de changer toute la société, de renverser l'or-

Le mouvement des femmes

dre établi de domination, de combattre les préjugés. En cela, le mouvement des femmes peut prendre part à la clarification politique des luttes.



Aujourd'hui, dans cette clarification, apparaît la nécessité d'un bilan du mouvement des femmes : ses acquis, ses démarcations, ses perspectives.

Un des premiers mérites du mouvement des femmes, c'est d'avoir mis en évidence la place de la femme dans la société capitaliste d'aujourd'hui, à son stade de pourrissement, de rendre compte des formes idéologiques modernes d'oppression.

Ainsi, il a contribué à approfondir la faillite de cette société d'exploitation et d'oppression, à montrer un des ressorts des rapports de classe : l'oppression spécifique des femmes.

Plus encore, il a obtenu des victoires : d'avoir contraint la bourgeoisie à libéraliser la législation sur l'avortement et la contraception, d'avoir secoué l'inertie des directions confédérales des syndicats, d'avoir contribué à organiser la participation des femmes aux luttes de la classe ouvrière tant dans les usines que dans les quartiers.

Il semble qu'aujourd'hui, ce mouvement soit dans une période de transition : la recomposition sociale du mouvement où les ouvrières et les employées pèsent de plus en plus, la question de ses perspectives envisagée dans une liaison de plus en plus étroite avec les luttes de la classe ouvrière, approfondissent ainsi sa rupture avec l'idéologie révisionniste. En se situant dans la perspective du socialisme et de la révolution socialiste, le mouve-

ment des femmes prolonge au plan politique sa rupture avec le révisionnisme.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, l'aspiration des femmes à la révolution profonde des rapports sociaux, à la suppression de l'exploitation est partie intégrante du combat de la classe ouvrière et du peuple pour la révolution socialiste.

Pour que cette affirmation devienne réalité, que les femmes prennent leur place entière dans la lutte pour la révolution, il est nécessaire que soit clairement tracé le lien qui unit les deux contradictions (bourgeoisie/prolétariat et homme/femme), que soit nettement établie la place respective de chaque contradiction.

Il est nécessaire que le rôle principal de la lutte de classes apparaisse clairement :

C'est la lutte de classes qui joue le rôle moteur dans l'évolution de la société : la contradiction qui oppose les hommes et les femmes lui est subordonnée. Ces deux contradictions ne sont pas de même nature, l'oppression capitaliste et l'oppression patriarcale non plus : si l'oppression capitaliste divise nettement la société en deux classes antagoniques dont l'une ne vit que du surprofit extorqué à l'autre, l'oppression patriarcale oppose des individus à l'intérieur du peuple, les hommes et les femmes : c'est une contradiction au sein du peuple. Résoudre la contradiction de classes, c'est détruire le capitalisme, détruire la bourgeoisie en tant que classe ; et c'est la condition pour résoudre la deuxième contradiction : la résolution de la contradiction principale de la société, en permettant l'édification du socialisme, crée le cadre indispensable à la solution de la contradiction homme-femme, qui apparaîtra alors clairement comme une contradiction au sein du peuple.

Seule, une vision nette des perspectives stratégiques peut donner au mouvement des femmes une direction idéologique claire. C'est la condition pour que le mouvement des femmes devienne une force de la révolution. ■